

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 387 – 19 février 2021

Zoom sur le commerce bilatéral entre la France et l'UEMOA en 2020

 Les ventes françaises s'élèvent à 3,1 Mds EUR, aux 2/3 à destination de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

D'après les Douanes françaises, les exportations de la France vers les pays de l'UEMOA se chiffrent à **3,1 Mds EUR en 2020** (34% des flux en valeur vers l'Afrique subsaharienne) en baisse de 4% en glissement annuel (g.a.). La Côte d'Ivoire demeure le 1er client de la France dans la sous-région, avec des ventes françaises de 1 126 M

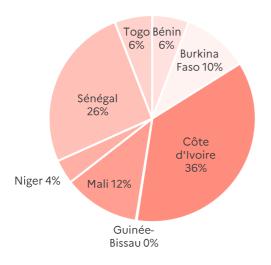
LE CHIFFRE À RETENIR

34%

des exportations de la France vers l'Afrique subsaharienne sont destinées aux pays de l'UEMOA

EUR (+2% en g.a.). Le Sénégal est le 2ème client, à 801 M EUR, mais ses achats ont connu une forte baisse (-25% en g.a., du fait notamment d'un effet de base du à des ventes en 2019 dynamisées par le projet de TER de Dakar).

Part des pays de l'UEMOA dans les exportations françaises



Les principaux produits exportés par la France vers l'UEMOA sont les produits des industries agro-alimentaires (17%) et les préparations pharmaceutiques (15%). Les ventes de matériels de transport sont de loin celles qui ont connu la plus forte baisse en 2020 (-178 M EUR à l'échelle régionale), du fait de la chute des importations sénégalaises (-187 M EUR). Cette tendance a été atténuée par la hausse des ventes de produits agricoles (308 M EUR, +10% en g.a.) et pharmaceutiques (462 M EUR, +5% en g.a.).

❖ Les importations françaises ont baissé de 12%, à 1,1 Md EUR, en provenance à 84% de Côte d'Ivoire

Les importations françaises en provenance de l'UEMOA s'établissent à **1,1 Md EUR en 2020** (12,7% des flux en provenance d'Afrique

subsaharienne), en baisse de 12% en g.a.. Malgré un léger recul de ses ventes de -4,1% par rapport à 2019, la Côte d'Ivoire est de loin le principal fournisseur de la France (902 M EUR), à l'origine de 84% des importations en provenance de l'Union. Le Sénégal, 2ème fournisseur avec 75 M EUR, a vu ses

exportations diminuer de 6% en g.a.. A l'inverse, le Bénin enregistre la plus forte croissance (6 M EUR, +174%), tirée par l'augmentation de ses ventes de produits agricoles (4 M EUR, +520%).

Les importations françaises sont essentiellement (90%) composées de **produits** agricoles et des industries agroalimentaires (cacao, fruits tropicaux, produits de la pêche).

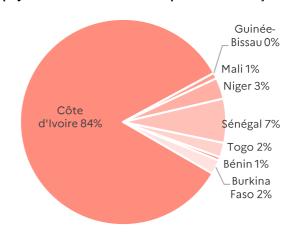
La balance commerciale de la France est excédentaire à 2 Mds EUR, l'excédent avec le Sénégal y contribuant pour 36%

La France enregistre un excédent commercial avec tous les pays de l'UEMOA. Ainsi, au

niveau consolidé, cet excédent s'élève à **2 Mds EUR**, en très légère hausse de 0,2% en g.a.. **36% de cet excédent tient à la balance commerciale avec le Sénégal**, 1^{er} excédent de la France dans la zone à hauteur de 726 M EUR. Il s'agit également du 1^{er} excédent commercial de la France en Afrique subsaharienne, comme en 2019, et du 13ème au niveau mondial (14ème l'année précédente).

Pour rappel, tous les pays couverts par le Service économique régional d'Abidjan sont ouverts à la politique de financement export 2021 de la Direction générale du Trésor (FASEP et prêts du Trésor). Pour en savoir plus, consultez notre site.

Part des pays de l'UEMOA dans les importations françaises



Régional

La Sierra Leone et la Guinée rouvrent leur frontière

La Sierra Leone a annoncé la réouverture de ses frontières avec la Guinée à partir du 18 février 2021, environ un an après que les deux pays ont fermé leurs frontières terrestres pour se protéger de la pandémie de COVID-19. L'annonce a été faite le 16 février au terme de la visite de travail du Président sierra léonais à son homologue guinéen à Conakry. Une série d'accords bilatéraux ont été signés dans divers domaines, notamment la sécurité, la défense, la santé, les TIC, les mines, la justice, les transports, les investissements privés et les échanges culturels. Les deux parties se sont en outre engagées à coopérer pour faire face aux problèmes urgents de santé publique tels que la pandémie de COVID-19 et la maladie à virus Ebola. A cet effet, le gouvernement de la Sierra Leone, bien que n'enregistrant aucun cas à ce jour sur son territoire, a tout de même rehaussé au niveau 2 son système d'intervention d'urgence sanitaire (surveillance renforcée, recherche active de cas et engagement communautaire solide). La réouverture des frontières posent également le défi du bon contrôle sanitaire dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19 et la résurgence de la maladie à virus Ebola. A la date du 17 février 2021, on dénombre en Guinée 3 cas confirmés et 4 cas probables et un cumul de 5 décès dont 4 cas probables et 1 cas confirmé.

Bénin

Fitch révise la perspective de la note du Bénin de « stable » à « positive »

L'agence de notation Fitch Ratings a révisé la perspective de la notation du Bénin de « stable » à « positive », tout en maintenant la note à «B» (catégorie spéculative). La révision de la perspective reflète l'anticipation de l'agence selon laquelle le Bénin devrait connaître une

forte croissance (+5,6% en 2021, puis un retour aux niveaux d'avant le choc pandémique à +6,2% en 2022) à mesure que l'impact de la pandémie s'estompera et grâce à la réouverture de la frontière avec le Nigéria. De ce fait, la détérioration temporaire des finances publiques devrait s'inverser et la dette publique se stabiliser. La réouverture de la frontière avec le Nigéria favoriserait un redressement des flux commerciaux bilatéraux en 2021, mais avec un impact modéré car la frontière était restée partiellement poreuse pendant la fermeture. En outre, l'économie béninoise a fait preuve d'une relative résilience au double choc lié à la pandémie et à la fermeture des frontières, avec une croissance du PIB estimée à 2,3% en 2020 contre 6,9% en 2019. L'agence souligne aussi l'amélioration de la flexibilité du financement avec l'émission en janvier 2021 de deux eurobonds d'un montant global de 1 Md EUR à des conditions favorables.

🖁 Burkina Faso

Ratification de deux accords de prêts du FSD pour 35 M USD

Deux accords de prêts du Fonds saoudien de développement, signés le 23 décembre 2020, seront ratifiés <u>après l'approbation du Conseil des ministres du 17 février 2021</u>. Le premier accord porte sur un montant de 20 M USD, destiné à la réalisation du Projet d'aménagement hydroagricole de Sono-Kouri qui prévoit d'aménager 2 000 ha de périmètres irrigués. Le deuxième prêt porte sur un montant de 15 M USD, pour le financement partiel (environ 20%) de la construction et du bitumage de la route nationale Tougan-Ouahigouya (RN10), longue de 94 km et dont les travaux démarreront en 2022.

La SONAF construira la route Zorgho-Meguet dans le Plateau central

Le marché pour les travaux de construction des routes régionales Zorgho-Tanghin et Tanghin-Meguet, longues de 25 km et situées dans le Plateau central, <u>a été attribué à l'entreprise locale SONAF</u> pour un montant de 8,5 M EUR,

avec un délai d'exécution de 12 mois. Le contrôle des travaux sera assuré par le bureau ACIT Géotechnique pour un montant d'environ 420 K EUR. Le financement est assuré par le Fonds spécial routier du Burkina (FSR-B).

Attribution de 8 marchés d'étude pour le technopole pharmaceutique à Kokologo

Huit marchés de prestations intellectuelles relatifs à la réalisation du technopôle pharmaceutique de Kokologo ont été attribués en <u>Conseil des ministres</u> par procédure d'entente directe. Ils portent sur des études sur le futur site, qui doit abriter plusieurs unités industrielles pharmaceutiques et des laboratoires. Le montant total de ces marchés est de 1,6 M EUR, financé l'Etat au titre des « fonds COVID-19 » de l'exercice budgétaire 2020.

Cap-Vert

Le déficit public multiplié par six entre octobre 2019 et octobre 2020

Selon <u>le dernier rapport de la Banque centrale du</u> Cap-Vert sur les indicateurs économiques et financiers, le déficit public du pays a atteint 10 705 M CVE en octobre 2020, soit 6,5 fois celui atteint au même mois de 2019 (1610 M CVE), en raison des conséquences de la pandémie. Cette détérioration est principalement due à la baisse des recettes fiscales de 23,3% en g.a. et à l'augmentation de 28,3% en g.a. des dépenses d'investissement courantes. La BCV souligne la baisse de la perception des taxes sur la valeur ajoutée (-25,5%), sur les revenus des sociétés (-37,4%) et sur les transactions internationales (-18,9%). La hausse des dépenses d'investissement courant, à 994 M CVE, est largement justifiée par la location d'espaces pour isoler les personnes infectées, la location de véhicules pour la protection civile, ainsi que l'acquisition de matériel médical, et la hausse des dépenses d'aide sociale, à 439 M CVE.

Nouveau prêt d'urgence de 1 M EUR à Cabo Verde Airlines garanti par l'Etat

Le gouvernement a autorisé une nouvelle garantie d'Etat, d'une durée de 12 mois, pour une demande de prêt d'urgence de la compagnie aérienne, avec la Caixa Economica de Cabo Verde. Le prêt, d'un montant de 110,2 M CVE (1 M EUR), vise à payer les arriérés de salaires. Il s'agit de la troisième garantie d'Etat pour les prêts d'urgence à la Cabo Verde Airlines depuis novembre, qui dépasse déjà les 3 M EUR.

Côte d'Ivoire

300 M USD de la Banque mondiale en soutien à la riposte COVID

Le 16 février 2021, <u>la Banque mondiale a approuvé un accord de prêt</u> d'un montant de 300 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) en faveur de la Côte d'Ivoire pour soutenir la riposte à la COVID-19 et la relance du secteur privé. Cet appui budgétaire va soutenir des réformes visant à promouvoir une reprise économique durable, en plus de renforcer les mesures déjà en place pour soutenir les ménages et les entreprises impactés par la pandémie. Il contribuera également à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques et des fonds d'urgence COVID-19.

Air Côte d'Ivoire réceptionne un nouvel Airbus

Le 17 février 2021, le Transfert de Titre de l'Airbus A320neo à Air Côte d'Ivoire a été signé entre Airbus aviation et les dirigeants de la compagnie. C'est le 3ème Airbus neuf et le 1er du type A320neo réceptionné par Air Côte d'Ivoire. D'une capacité de 148 places, l'appareil a foulé la piste de l'aéroport international Félix Houphouët Boigny d'Abidjan le lendemain, transportant à son bord plus d'une tonne d'équipements offerts par la fondation Airbus, à destination d'ONG intervenant dans le domaine de la santé et de l'enfance.

Une plateforme électronique pour la gestion des contrats routiers

L'AGEROUTE, chargée de la gestion des routes ivoiriennes, a lancé <u>une nouvelle plateforme</u> <u>électronique</u> afin d'améliorer la transparence sur l'attribution et l'exécution des projets routiers. Le site compte déjà 286 dossiers d'appel d'offres référencés, 600 entreprises et 24 693 soumissions de dossiers. Il a été conçu dans le cadre du « <u>Projet d'amélioration de la gouvernance pour la délivrance des services de base aux citoyens</u> » du gouvernement, qui bénéficie du soutien de la Banque mondiale.

Guinée

Relance Post-COVID: 100 entreprises subventionnée pour près de 9 Mds GNF

L'Agence de promotion des investissements (APIP-Guinée) Projet de et le développement agricole intégré en Guinée (PDAIG) apporteront un appui de près de 9 Mds GNF (740 000 EUR), sur financement de la Banque mondiale, aux PMEs agricoles impactées par la COVID-19. Dénommé « Projet d'appui aux entreprises pour la relance du secteur agricole », ce projet accompagnera 100 PMEs et microentreprises évoluant dans les filières riz, maïs, pomme de terre, aviculture et la pisciculture. Pour rappel, selon l'étude d'impact de la COVID-19 sur l'économie guinéenne, 39% des ménages guinéens pratiquent l'agriculture et ce taux monte même à 55,5% pour les ménages ruraux.

Libéria

Le Gouverneur de la CBL élu Président du Comité des gouverneurs des banques centrales de la CEDEAO

Selon <u>un communiqué de la Banque centrale du</u> <u>Libéria</u> (CBL), le Gouverneur de la Banque centrale du Libéria, Aloysius Tarlue, a été élu par ses pairs à la Présidence du Comité des

gouverneurs des banques centrales de la CEDEAO le 15 février 2021. Le nouveau Président aura notamment à sa charge la poursuite des travaux relatifs à la nouvelle Feuille de route pour le Programme de la Monnaie Unique de la CEDEAO.

[₩] Mali

La SFI accorde un prêt au CEDIAM pour soutenir le secteur de la mangue

La Banque mondiale a annoncé le 18 février 2021 le décaissement d'un prêt de 2 M EUR via la SFI en faveur du Centre d'étude et de développement industriel et agricole du Mali (CEDIAM), la plus importante industrie de transformation de mangues du pays. Ce financement doit permettre à la société de moderniser son outil de production et de 1000 petits connecter producteurs supplémentaires d'approvisionnement de 2000 agriculteurs. En outre, la Banque mondiale mettra en œuvre un programme d'assistance technique pour aider le CEDIAM à renforcer ses pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, de gestion financière et de gestion des risques environnementaux et sociaux. Les agriculteurs recevront un soutien direct sous forme de formation pour améliorer leurs pratiques agricoles et accroître leurs revenus. Ce programme d'assistance technique est cofinancé par le Guichet pour le secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), dont la SFI est le gestionnaire.

Mauritanie

23,6 M USD du FIDA pour la résilience climatique

Le FIDA a accordé 23,6 M USD à la Mauritanie, dont 80% sous forme de don et 20% sous forme de prêt concessionnel, dans le cadre du projet SD3C de réponse à la crise liée à la COVID-19, pour la gestion des conflits et du changement climatique. La convention d'accord a été signée en marge du Conseil des ministres du G5 sahel à N'Djamena, le 13 février 2021. Ce financement doit aider à valoriser les ressources agropastorales, renforcer les partenariats commerciaux entre agriculteurs et éleveurs, consolider les marchés transfrontaliers d'intrants et produits agricoles et promouvoir les systèmes d'information sur le marché. La composante mauritanienne du SD3C sera exécutée par le projet PROGRES sur une durée de 6 ans.

Niger

La route transsaharienne Alger-Lagos livrée en juin 2021

La construction de la route transsaharienne Alger-Lagos, longue de plus de 4000 km, devrait s'achever en juin 2021. Le dernier tronçon à réaliser (230 km) se situe au Niger, entre les villes de Tanout et Tiguidit. Les travaux ont été officiellement lancés le 17 février en présence du Président nigérien. <u>Ils sont financés par la Banque</u> mondiale et par l'Etat, respectivement à hauteur de 142 M EUR et 162 M EUR (comprennant également l'entretien de la route Zinder-Agadez pendant 8 ans). Pour rappel, le projet de route transsaharienne a débuté dans les années 1960. Malgré le contexte sécuritaire difficile, l'objectif est de dynamiser les échanges entre les 6 pays ainsi reliés (Algérie, Tunisie, Mali, Niger, Tchad et Nigeria), notamment grâce à l'ouverture sur les ports de la Méditerranée.

Sénégal

Rebond de l'activité à +6,9% en variation mensuelle en décembre 2020

Selon <u>la Direction de la prévision et des études</u> <u>économiques</u>, l'activité économique aurait cru de 6,9% en décembre 2020 par rapport à novembre 2020, avec notamment une hausse de 15,4% dans le secteur tertiaire et de 19,2% dans

le secteur primaire (hors agriculture), contre une baisse de 4,7% dans le secteur secondaire. Les performances du secteur primaire sont à attribuer au sous-secteur de la pêche (+41,9%) et de l'élevage (+11,1%). Le secteur tertiaire est tiré par les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+128,6%), l'information et la communication (+45,4%) et l'hébergement et la restauration (+9,5%). On note une hausse de 3,5% de l'activité économique en g.a. en décembre.

Baisse des exportations de 2,5% en 2020

Selon <u>l'Agence nationale de la statistique et de la</u> démographie, les exportations sénégalaises ont diminué de 2,5% en valeur pour s'établir à 1936 Mds FCFA (2,9 Mds EUR), contre 1 985 Mds (3 Mds EUR) en 2019. Les importations ont également diminué, de 2,8% en g.a., à 4110 Mds FCFA (6,2 Mds EUR). Le 1^{er} poste d'exportations du pays demeure l'alimentation, les boissons et le tabac, qui représentent 543 Mds FCFA en 2020, soit 28% du total. Le 2ème poste d'exportations du pays est l'or industriel, à 423 Mds FCFA (21,8%), en hausse de 12,5% en 2020. Les importations d'aliments, boissons et tabacs ont progressé de 15,1% en g.a., pour s'établir à 1004 Mds FCFA (24,4% du total). Les achats de produits finis destinés à l'industrie représentent 18,7% du total, soit 768 Mds FCFA, en baisse de 13,5% en ga. L'énergie et les lubrifiants représentent 17% des importations du pays, à 700 Mds FCFA, en baisse de 9,7%. Le 1er client du Sénégal est la Suisse, avec 15,7% des exportations, suivie du Mali (11,9%), de l'Inde (9,6%) et de la Chine (8,5%). La France demeure le 1er fournisseur du pays avec une part de marché de 17,5%, en baisse par rapport à 2019 (18,8%), devant la Chine (10%) et le Nigéria (6,3%).

La population sénégalaise croit de 3% en 2020, à 16,7 M d'habitants

Selon <u>l'ANSD</u>, la population sénégalaise a cru de 3% en 2020, pour s'établir à 16,7 M habitants. Les femmes représentent 50,2% du total, la moyenne d'âge est de l'ordre de 19 ans et 54,8% de la population réside en milieu rural. La région de Dakar concentre à elle seule 23% de la population du pays. 42% de la population a moins de 15 ans.

Proparco et la Société Générale Sénégal signent une convention de financement pour des garanties de 4,5 M EUR

Proparco et la Société générale Sénégal ont signé une nouvelle convention de financement via deux mécanismes de garantie: Ariz et Euriz. A travers ce partenariat, Proparco octroie deux garanties de portefeuille d'un montant total de 4,5 M EUR (Ariz 3 M EUR, Euriz 1,5 M EUR) à la banque pour financer les projets des très petites et petites et moyennes entreprises.



Evaluation des potentialités minières

Le ministre chargé de l'Energie et des mines a annoncé, lors du conseil des ministres de 17 février 2021, la réalisation d'une campagne géophysique aero-portée. Cette campagne, initiée avec l'appui de la Banque mondiale à travers le projet de développement et de gouvernance minière (PDGM), permettra d'évaluer et certifier les zones de potentialités minières du sous-sol national.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Rédacteurs:

Responsable de la publication : "Service économique régional d'Abidjan Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner:

abidjan@dgtresor.gouv.fr